

Mardi 31 mars 2009

COMMUNIQUE DE PRESSE

La Conférence latine des affaires sanitaires et sociales préoccupée par le sort des médecins généralistes

Les membres de la Conférence latine des affaires sanitaires et sociales (CLASS) sont inquiets face au sort des médecins généralistes et à la pénurie de l'offre médicale qui se dessine à l'horizon. Ils appellent à la reprise d'un dialogue constructif entre les acteurs de la santé.

Les médecins de premier recours des cantons de Vaud et de Genève ont entamé un mouvement de grève le 24 mars dernier. Le 1^{er} avril prochain ce sera au tour des médecins généralistes de plusieurs autres cantons de débrayer.

La baisse des tarifs d'analyse des laboratoires telle que prévue par l'OFSP (Office fédéral de la santé publique) constitue pour les médecins la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Le laboratoire de cabinet représente pour eux un outil de diagnostic et de sécurité essentiel dans certaines circonstances, notamment quand il permet de débiter un traitement immédiatement ou de renoncer à celui-ci ou encore d'envisager une hospitalisation.

L'intime conviction de la CLASS est la suivante : les médecins de premier recours compétents et motivés sont la clé de voûte d'un système de santé publique qui a pour but de garantir un accès aux soins. Les différentes projections cantonales et fédérales le prouvent : à plus ou moins court terme, la Suisse souffrira d'un déséquilibre entre l'offre médicale générale et les besoins de la population.

Dans beaucoup de cantons romands, plus de la moitié des généralistes sont âgés de 55 ans et plus. Le nombre de nouveaux médecins ne suffira vraisemblablement pas à assurer la relève et la Confédération et les cantons se doivent aujourd'hui d'apporter des solutions cohérentes à cette problématique. L'harmonisation des conditions d'assistantat en cabinet médical est l'une des solutions qui vient d'être acceptée par les cantons de la CLASS. Son but : combler le déficit des places d'assistant au cabinet, harmoniser l'encadrement et contribuer à la promotion du métier de médecin de premier recours. D'autres solutions, telles que la négociation d'une valeur de point Tarmed plus attractive pour les médecins de premier recours, la possibilité donnée aux cantons de planifier l'offre ambulatoire et la réorganisation des systèmes de garde pourraient être envisagées.

La CLASS ne conteste pas la nécessité de mesures d'économies. Elle doute cependant des effets bénéfiques d'une baisse des tarifs de laboratoire telle que prônée par l'OFSP et invite les acteurs concernés à la reprise d'un dialogue constructif.

Conférence latine des affaires sanitaires et sociales

**Anne-Claude Demierre
Présidente**

Contact

Direction de la santé et des affaires sociales du canton de Fribourg
Mme la Conseillère d'Etat Anne-Claude Demierre, tél. 026 305 29 04 (16h00-17h00)